



PREFECTURE DE L'EURE

Arrêté n° D3/B4-07-66 du **20 MARS 2007** mettant en demeure la SCP GUERIN-DIESBECQ, liquidateur judiciaire des Usines de Navarre à Evreux, de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2006 fixant les conditions de réhabilitation du site

LE PREFET DE L'EURE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU :

Le code de l'environnement, Livre 5 – Titre 1^{er},

Le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

L'arrêté préfectoral du 5 septembre 2006 prescrivant à l'encontre de la SCP GUERIN DIESBECQ, en sa qualité de liquidateur judiciaire de la société des Usines de Navarre à Evreux, les conditions de réhabilitation du site,

Le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées du 16 février 2007 relatif à une visite effectuée le 9 février 2007,

Considérant qu'il a été constaté que des déchets étaient encore présents sur le site, alors que l'article 2-1 de l'arrêté susvisé prévoyait leur élimination sous un délai de 2 mois,

Considérant qu'en ce qui concerne la transmission d'un certain nombre de documents, il s'avère :

- qu'à ce jour a été remis à l'inspection des installations classées l'inventaire des déchets et équipements encore présents sur le site,
- que n'ont pas été remis à l'inspection des installations classées dans les délais imposés par l'arrêté préfectoral :
 - un état des opérations d'élimination des déchets - article 2.1
 - un dossier présentant les méthodes et techniques de traitement mises en place pour procéder au nettoyage final des bâtiments et réhabiliter le site - article 3.2
 - le recensement des zones sensibles et un plan d'échantillonnage des sols superficiels (extérieur usine) article 8-1
 - le rapport de synthèse sur les investigations réalisées à l'extérieur du site accompagné de propositions de réhabilitation éventuelles et d'un échéancier de réalisation- article 8.4

Le courrier de l'Inspecteur des Installations Classées du 16 février 2007 informant l'exploitant de la proposition de mise en demeure concernant les irrégularités constatées,

Considérant en conséquence qu'il y a lieu de faire application des dispositions prévues à l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement,

Sur la proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Eure,

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Egalité Fraternité

- A R R E T E -

Article 1er - La SCP GUERIN DIESBECQ, en sa qualité de liquidateur judiciaire de la **société des Usines de Navarre à Evreux**, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2006, selon l'échéancier suivant à compter de la notification du présent arrêté :

- article 2.1 : Elimination des déchets et équipements recensés : **1 mois** pour l'atelier Barre et **2 mois** pour le reste du site
- article 2.1 : Remise à l'inspection des installations classées d'un état des opérations d'élimination des déchets : **2 mois**
- article 3.2 : Remise d'un dossier présentant les méthodes et techniques de traitement mises en place pour procéder au nettoyage final des bâtiments et réhabiliter le site : **2 mois**
- Article 8-1 : Recensement des zones sensibles et définition d'un plan d'échantillonnage : **2 mois**
- Article 8-2 : Réalisation d'investigations sur la qualité des sols à l'extérieur du site des anciennes Usines de Navarre : **3 mois**
- Article 8.4 : Réalisation d'investigations complémentaires : **2 mois**
- Article 4.2 : Réalisation d'une surveillance mensuelle de la qualité des eaux de la nappe : **1 mois**

Article 2 - Faute de se conformer à la présente mise en demeure, et indépendamment des poursuites pénales, l'exploitant est passible des sanctions administratives prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

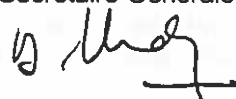
Article 3 - Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4 - La secrétaire générale de la préfecture, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement et le maire d'Evreux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'exploitant par la voie administrative, et dont copie sera adressée :

- à l'inspecteur des installations classées (D.R.I.R.E. - Eure).

Evreux, le **20 MARS 2007**

Le Préfet
pour le préfet et par délégation
La Secrétaire Générale


Delphine HÉDARY

